



## DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION AU CDEN DU JEUDI 6 MAI 2021

Après l'expression publique du Premier ministre comportant de nouvelles annonces pour l'École, les personnels de l'Éducation Nationale ont effectué, le lundi 26 avril, une rentrée marquée par les questionnements, l'inquiétude et la lassitude. Parmi les mesures annoncées, certaines étaient très attendues et vont dans le bon sens : demi-jauge pour les lycées, fermeture des classes dès le premier cas, arrêt de la répartition des élèves dans les autres classes en primaire en cas d'absences, augmentation de la capacité de tests. D'autres sont, en revanche, insuffisantes et sources de légitimes inquiétudes : recrutement, accès à la vaccination des personnels, travaux pour l'assainissement de l'air.

**Le problème de la ressource enseignante est, pour les Pyrénées-Atlantiques, un problème récurrent depuis le début de cette année scolaire.** Alors que le recrutement de contractuels est annoncé comme une solution, la DSDEN 64 semble peiner à trouver des candidats pour renforcer la ressource enseignante dans le département. La difficulté du métier et la précarité de ces contrats plombent l'attractivité de ces recrutements. Le fait que ces personnels ne puissent pas assumer des remplacements de courte durée et répétés sur plusieurs établissements scolaires n'arrange pas la situation. **D'autres solutions existent et l'Unsa Éducation vous les propose depuis un an** : recrutement de collègues en disponibilité, augmentation des inévitables, ouverture des listes complémentaires des concours de recrutement.

**Malheureusement, les choix politiques sont différents.** Le « quoi qu'il en coûte » ne sera pas la règle pour nos élèves et l'Unsa Éducation n'a cessé de le dénoncer lors des instances sur la préparation de la rentrée prochaine qui se fera avec moins d'enseignants.

L'incapacité à donner **des perspectives de vaccination pour l'ensemble des personnels** des écoles et des établissements est un manque important. Il faut absolument que l'ensemble des personnels volontaires puissent se faire vacciner rapidement.

**Concernant les tests**, la volonté de les amplifier est une bonne chose mais interroge au regard de leur faisabilité et de leur mise en œuvre. Le choix et les modalités retenus vont alourdir la charge de travail pour les équipes déjà bien mobilisées. Pour l'Unsa Éducation, les autotests devraient être gérés comme le recommande le conseil scientifique au sein des familles.

**La crise sanitaire a remis en lumière la problématique du bâti scolaire.** Il est très souvent inadapté aux règles d'hygiène, aux épisodes caniculaires et tout simplement à une variété de situations d'enseignement.

**Des travaux** pour assainir l'air (installation de capteurs de CO<sub>2</sub>, de purificateurs d'air, ..), mais aussi améliorer les sanitaires, augmenter le nombre de points d'eau, aménager des classes en prenant en compte la spécificité des salles dédiées aux enseignements scientifiques et artistiques, créer des gymnases, ou repenser les lieux de restauration scolaire **sont nécessaires.**

**La crise sanitaire a également creusé les inégalités sociales et scolaires** : équipement et connexion des familles.

Le gouvernement doit donc agir avec les collectivités territoriales et donner des moyens pour adapter les infrastructures scolaires et aider les familles les plus modestes.

**Un des points à l'ordre du jour de ce CDEN reste le financement des collèges privés** par le Conseil départemental. L'Unsa Éducation votera contre la subvention de 750 000 € pour les investissements dans ces établissements privés. En cette période de crise, où les enjeux éducatifs sont majeurs, les choix politiques ne doivent pas alimenter et soutenir le séparatisme scolaire et la concurrence des établissements. L'argent et les investissements publics doivent exclusivement bénéficier aux établissements publics et à leurs usagers. L'École publique, ses élèves et leurs familles vous en remercieront.

**Enfin, le maintien des épreuves terminales des examens est inapproprié.** Il continue de mettre inutilement sous pression les élèves et tout le système scolaire alors que la situation épidémique pourrait contraindre le ministre à y revenir dans les prochaines semaines.

Pour l'Unsa Éducation, l'enjeu majeur dans la période qui vient est de s'inscrire dans la durée. Nous allons continuer à porter nos exigences auprès du ministère et du gouvernement et suivrons la situation chaque jour aux côtés des équipes.